

Le premier été

Ilan
Halevi

Jusqu'au mois de mai dernier, on pouvait encore s'imaginer que les accords dits d'Oslo étaient voués à rester lettre morte : ruse de l'ennemi, ruse de l'Histoire, mise en scène grandiloquente et dérisoire d'une non-solution, piège absolu. Les plus respectés et les plus crédibles des critiques, comme le docteur Haydar Abd al-Shâfi ou Mahmoud Darwich, avaient beau exhorter leurs interlocuteurs radicaux à prendre acte de la nouvelle donne, les faits ne semblaient guère confirmer ce peptimisme¹.

Les partisans de l'accord, pour leur part, en étaient réduits à théoriser sur l'irréversibilité de la reconnaissance mutuelle, et sur la mécanique du dépassement des règles textuelles par la réalité : n'était-ce pas ainsi que l'on était passé de Madrid à Oslo via Washington ?

Avec la mise en œuvre des accords du 4 mai sur le retrait de Gaza et de Jéricho, on est entré dans la réalité de cette nouvelle donne. L'ennui, c'est que la réalité n'est pas plus univoque que les textes. Comme on l'avait prévu, le retrait, contredit par la présence des colons et de l'armée censée les protéger, n'est qu'un redéploiement. Les prisonniers continuent d'être relâchés au compte-gouttes, de façon sélective et restrictive, ce qui gâche la joie des libérés et de leurs familles ; la Jérusalem arabe, encerclée de colonies urbaines en cours d'expansion accélérée, reste coupée du reste du territoire, et les autorités israéliennes y multiplient les menaces à l'encontre des institutions palestiniennes. Et pendant ce temps, en Cisjordanie, l'occupation continue, instaurant une nouvelle césure politique dans le territoire palestinien occupé en 1967.

Ce qui frappe l'imagination, cependant, c'est le retour. Car si l'on peut lire de diverses façons les « arrangements intérimaires », il est dur de résister à la puissance symbolique du retour d'un réfugié. On se souvient de l'émotion populaire, au printemps 1993, lorsque 30 expulsés avaient été autorisés à revenir. On se souvient des 417 de

1. C'est le romancier palestinien Emile Habibi qui a inventé le personnage du peptimiste, généralement traduit par l'optimisme, en mélangeant, non, en confondant, l'optimisme et le pessimisme.

Marj al-Zohour. Chacun se souvient surtout, dans sa chair, que la tragédie palestinienne, et la stratégie israélienne, historiquement, ont été celles de l'expulsion. En 1948, en 1967, en Palestine, mais aussi en 1970, en Jordanie, et en 1982, au Liban, c'est encore ce mouvement perpétuellement centrifuge, palestinifuge, qui était à l'œuvre. D'où l'importance capitale, et mal comprise, de tout mouvement inverse : amorce d'un retour dont on voit bien qu'il prendra des formes imprévues, et bien souvent moins solennelles que le rêve du Grand Retour collectif. C'est sous cet angle qu'il faut comprendre l'enthousiasme paradoxal des Gaziotes pour « leur » police, triomphalement accueillie en symbole de liberté ! N'étaient-ce pas, *grosso modo*, les 7 000 combattants évacués de Beyrouth par la mer en 1982, rentrant en Palestine avec leurs armes ?

Terrible ambiguïté des symboles : comme tout le reste, le retour de chaque Palestinien est soumis aux marchandages des négociateurs israéliens, se heurte aux tabous d'une liste noire. Largement ouverte aux militaires, rebaptisés policiers, la porte reste close devant plusieurs dizaines de cadres politiques, qui eux restent des « terroristes ». Face aux mille tracasseries policières et militaires israéliennes, le président de l'Etat de Palestine parle de complot contre la paix, tandis que l'opposition dénonce les « capitulations » contenues dans les accords du Caire. Mais le retour des combattants, et l'installation d'une autorité nationale sur le sol de la Palestine, pour la première fois dans l'histoire de ce siècle finissant, ne procède pas seulement du symbole.

Il est vrai que la plupart des policiers ont leurs familles à Gaza. Il n'est donc pas surprenant que les Palestiniens du Liban, dont les familles ont fui la Galilée en 1948, se sentent moins concernés. Le danger inhérent à ce retour partiel, et la rançon du rapatriement du centre de gravité de la lutte nationale palestinienne, c'est la marginalisation apparente de l'« extérieur », en tout cas le sentiment largement répandu que les réfugiés de 1948,

qui ont été le cœur humain et historique du conflit, et qui ont forgé l'identité palestinienne dans le combat, ont été abandonnés en chemin. Dure pente à remonter pour l'OLP si elle veut être demain en position de force morale pour négocier la solution du problème des réfugiés.

Et pourtant ça tourne : réunis à Paris pour recevoir un prix Houphouët-Boigny de la Paix, Rabin et Arafat annoncent solennellement la fin du premier chapitre. Autant pour ceux qui prétendaient que les Israéliens, qui parlaient de Gaza et Jéricho comme d'un examen, recaleraient les Palestiniens à l'oral. A Paris, Rabin et Pères décernent à l'OLP et à sa police une mention « bien », et déclarent ouverte la phase suivante : le redéploiement de l'armée d'occupation hors des zones habitées de la Cisjordanie, et l'organisation d'élections générales sur l'ensemble du territoire palestinien, y compris Jérusalem-Est. On croirait entendre le ministre sud-africain (blanc) de l'Intérieur déclarant, au lendemain des premières élections multiraciales, qu'« *en gros, [on the whole] les élections ont été régulières* ».

Les violents incidents (la bataille ?) d'Erez, qui ont suivi de peu l'octroi de ce satisfecit, illustrent le chemin parcouru. Sur le petit écran, soudain, Gaza s'est mise à ressembler à Beyrouth. La révolte des pierres contre les fusils est terminée. Désormais il y a des armes des deux côtés. Plus de l'un que de l'autre, bien sûr, mais un déséquilibre essentiel est en train de s'altérer. Cause, mais aussi effet de cette nouvelle équation, les deux côtés se reconnaissent. Mieux, ils sont impliqués dans une négociation permanente : ils se parlent ! Mais ce qui illustre sans doute le mieux ce qui a changé, ce sont les conséquences politiques de ces violences. Car aucun dérapage, aussi sanglant soit-il, ne peut plus, comme le massacre de la mosquée d'Hébron et l'attentat d'Afula l'ont démontré au printemps dernier, entraver les négociations. Il semble même qu'il ne puisse plus servir – quel cynisme ! – qu'à en débloquer les impasses. « *A chaud* », comme disait Kissinger. Car la chaleur, semble-t-il, est

nécessaire, pour faire avaler à l'opinion publique du belligérant le plus fort la réalité de sa défaite politique.

Périodiquement, les responsables israéliens déclarent que les élections, inscrites en lettres d'or (et d'Ecus) dans les accords du 13 septembre dernier, pourraient être repoussées pour des raisons internes palestiniennes. Le champ des justifications va de l'orientalisme raciste ordinaire (« ils n'ont pas de traditions démocratiques ») à la complaisance conjoncturelle face à l'épouvantail islamiste. Dans les rangs de l'opposition « de gauche » (FP, FD, PPP) par contre, ou plutôt aussi, on affirme fréquemment, pour le déplorer, que les élections n'auront pas lieu : la direction de l'OLP aurait trop peur de devoir partager le pouvoir avec le peuple ! Il faut dire que ce chassé-croisé des lectures contradictoires devient un trait permanent de la situation. Là où les partisans palestiniens de l'accord et l'opposition de droite en Israël voient une pente irrésistible vers l'Etat palestinien, les préposés israéliens à l'habillage des accords et l'opposition palestinienne y voient sa négation.

C'est dire l'importance des enjeux du processus électoral, et la centralité de la future bataille sur les modes de scrutin. L'accord tacite sur un *modus vivendi* avec le Mouvement de la résistance islamique est de ce point de vue encourageant. Il a permis aux habitants de la bande de Gaza de manifester leur maturité, et aussi leur rassurante soif de normalité. Mais la division du travail qui semble en résulter (l'Autorité gère les territoires autonomes, l'opposition continue la lutte) ne saurait perdurer. Cette instabilité mine l'avenir tout proche, et celui qui s'imagine détenir la clef de cette équation rêve éveillé.

Voilà. L'Autorité palestinienne a commis sa première bavure : un collaborateur interrogé par « nos » services est mort. Les hauts cris poussés par les démocrates ont « heureusement » couvert ce scandale, et le

sommet de l'exécutif a promis l'ouverture d'une enquête. On en attend les résultats. La seconde bavure, l'interdiction du journal *An-Nahar*, est sans doute politiquement plus grave, car elle ne met pas en cause un individu ou deux, mais une tentation naissante du pouvoir de remplacer le combat d'idées par la répression, fût-elle déguisée en administration. Là aussi, l'ampleur de la protestation rassure. Mais le malaise, lui, demeure.

Le conflit entre la Banque mondiale, parlant au nom des pays donateurs, et l'OLP, n'est pas résolu. Résultat, il n'y a toujours pas un sou dans les caisses vides de l'Etat, et la construction demeure un slogan non comestible. Ici la Banque mondiale exige des garanties de transparence qu'elle serait bien en peine de trouver chez ses autres clients. Mais elle trouve aussi de paradoxaux alliés au sein de l'opposition palestinienne, où certains espèrent ainsi acculer Arafat à la faillite.

En définitive, la seule issue réelle à ces problèmes intérimaires, c'est de les dépasser. D'avancer au plus vite vers le statut définitif, et de négocier dès maintenant le sort des colonies, le statut de Jérusalem et l'exercice du droit au retour des réfugiés. Car la solution mini-étatique par étapes contient le double danger du repli consensuel (que l'accord avec le Hamas pourrait inaugurer) et de l'impuissance assumée. Il faut avancer et garder à l'esprit qu'il existe une contradiction majeure entre les replis sécuritaires ou identitaires et la logique qui sous-tend ce processus. Car il s'agit bien, à terme, de faire économiser 4 milliards de dollars par an – jadis dépense militaire – au contribuable américain, en recyclant la région tout entière, et pas seulement le couple israélo-palestinien, devenu problématique ménage à trois avec la paix israélo-jordanienne, dans les affaires de la reconstruction. Car c'est ainsi, en définitive, que la puissance américaine, avec son fétichisme machinique et marchand, envisage de réaliser la vision des prophètes, et de transformer les épées en charrues !